

1946-2016, l'étude choc qui confirme qu'en termes d'amélioration des conditions de vie et de mobilité sociale, c'était mieux avant



Une étude britannique menée sur des milliers d'enfants nés à partir de 1946 fait le constat accablant d'une mobilité sociale en panne de l'autre côté de la Manche. En France, la situation n'est pas forcément très différente.

Avec Joël Hellier

Avec Louis  
Maurin

**Atlantico : Une étude britannique baptisée *Life Project* menée sur 6 générations et centrée sur plusieurs milliers d'enfants nés depuis 1946 dresse un constat accablant sur la mobilité sociale intergénérationnelle, indiquant que l'école et le travail comptent bien moins que le contexte familial pour améliorer sa situation personnelle. Un tel constat est-il transposable à la France ? Comment la mobilité sociale a-t-elle évolué depuis 1945 ?**

**Joël Hellier** : Tout d'abord, l'origine familiale (éducation, revenus, position socio-professionnelle des parents) est dans tous les pays un facteur essentiel qui détermine la position sociale d'un individu. Toutefois, l'impact des parents, et donc la mobilité sociale entre générations (plus la position des parents est déterminante, plus faible est la mobilité sociale intergénérationnelle), diffère très sensiblement d'un pays à l'autre. **Schématiquement, le Royaume-Uni souffre d'une très forte immobilité sociale. Viennent ensuite l'Italie, les Etats-Unis et la France. Tous ces pays ont une faible mobilité sociale.** En revanche, les pays scandinaves et le Canada bénéficient d'une mobilité sociale assez élevée. **Pour donner une indication, au Royaume-Uni, aux Etats-Unis et en France, une hausse de 10% du revenu des parents se traduit par une hausse de 5% du revenu des enfants une fois adultes, contre 1,3% au Danemark et 2,3% en Suède.**

**Un des constats importants de l'étude que vous mentionnez est qu'en Grande-Bretagne, l'impact de l'origine familiale est non seulement déterminant, mais il s'est accru dans les dernières décennies.** Plusieurs études concluent pareillement à une réduction de la mobilité sociale aux Etats-Unis. Malheureusement, ce diagnostic s'applique également à la France. Un article récent (Ben-Halima B., N. Chusseau and J. Hellier. 2014. 'Skill Premia and Intergenerational Education Mobility : The French Case', in *Economics of Education Review*, 39, 50-64) montre clairement que **la mobilité sociale en termes d'éducation a sensiblement diminué en France entre 1993 et 2003.** Cette évolution défavorable n'est pas constatée dans les pays nordiques. En France, non seulement la position sociale d'un individu est largement déterminée par ses origines familiales, mais leur poids tend à augmenter dans les dernières années. On est bien loin du principe d'égalité des chances. Depuis la Seconde Guerre mondiale, le travail de

---

Lefranc (Lefranc, 2011. 'Educational expansion, earnings compression and changes in intergenerational economic mobility : Evidence from French cohorts, 1931-1976', Thema Working paper n°2011-11) montre que l'impact de l'origine familiale a diminué pour les générations nées entre 1930 et 1960, alors que le déterminisme familial s'accroît pour les générations suivantes.

**Louis Maurin : Il y a malheureusement trop peu d'études de ce type en France, basées sur des cohortes, ce qui rend encore plus intéressants ces travaux de suivi des parcours sur une longue durée. On observe souvent des photographies, mais pas les parcours des individus.** Il est difficile de transposer ces réalités en France, puisqu'il s'agit de contextes différents. Par ailleurs, le fait que le contexte familial joue plus au Royaume-Uni et aux Etats-Unis est en partie lié au fait que l'école coûte beaucoup plus cher là-bas. Ce que vous ne payez pas en impôts au Royaume-Uni, vous le payez dans l'école de vos enfants. C'est donc plus inégalitaire. Il y a, par exemple, un mythe de la mobilité sociale américaine qui n'est pas forcément justifié. Au passage, si les dépenses publiques sont plus élevées en France, le coût est le même pour un ménage moyen, que l'argent aille à l'école ou aux impôts.

Deuxièmement, les données montrent que si l'on étudie une longue période, la mobilité sociale a continué à augmenter jusqu'au milieu des années 1990, et stagne depuis cette période. **Nous avons donc davantage une pause de l'ascenseur social qu'une panne, avec effectivement des phénomènes de déclassement que quelqu'un comme Camille Peugny a bien montrés, mais nous ne sommes pas dans l'absence totale de mobilité sociale.** Nous sommes dans un pays qui continue à créer des emplois qualifiés, pas autant que l'offre de formation certes. Il continue d'y avoir des processus de mobilité, même si l'insertion des jeunes est beaucoup plus difficile aujourd'hui qu'auparavant. Le problème avec les données que l'on a, c'est qu'il faut attendre longtemps avant de pouvoir statuer. Nous ne connaissons donc pas très bien le sort des jeunes générations, même si nous pouvons soupçonner que pour les générations très récentes, en particulier dans les catégories populaires, les écarts se soient agrandis.

### Comment peut-on l'expliquer ?

**Louis Maurin :** Ce que l'on peut supposer, du fait que le chômage touche bien davantage les jeunes non diplômés que les jeunes diplômés, c'est qu'il ait eu un effet inégalitaire. Sauf qu'on mesure la mobilité sociale par rapport à la situation de vos parents. Or, quand vos parents sont déjà tout en bas, vous ne pouvez pas descendre plus bas. Il y a donc pour ces catégories-là une insertion qui est extrêmement difficile avec du chômage et de la précarité, mais en terme de mobilité sociale, on ne voit pas de baisse puisqu'ils partaient déjà de bas. Alors que pour une minorité d'enfants plus favorisés, il y a effectivement des difficultés d'insertion sur le marché du travail qui conduisent à un vrai phénomène de déclassement par rapport à leurs parents.

### Quelles sont les causes principales de ce constat d'échec des politiques publiques et du concept d'égalité des chances ?

**Joël Hellier :** D'abord, sans intervention publique, sans école obligatoire et gratuite, sans aides aux familles défavorisées, sans subventions aux transports, sans aides pour les fournitures scolaires etc., l'immobilité sociale et la reproduction familiale des positions sociales seraient sans doute beaucoup plus fortes. **En effet, la famille est, par nature, un lieu de reproduction sociale. Les enfants de familles éduquées et aisées reçoivent à l'intérieur de la cellule familiale du capital culturel, une capacité à apprendre et à s'intéresser à l'éducation ; ils bénéficient de moyens leur permettant de prendre goût à la connaissance (livres, informatique, spectacles, activités musicales etc.). Ils arrivent donc dans le système éducatif avec un réel avantage.** Pour garantir l'égalité des chances, le système éducatif devrait "remettre les pendules à l'heure". On devrait donner plus aux enfants issus de familles défavorisées. Or, une des spécificités du système éducatif français, c'est qu'il tend à maintenir, et même à amplifier, les inégalités initiales liées à l'environnement familial.

**Comparé à la moyenne des pays de l'OCDE, le système éducatif français a deux caractéristiques. D'une part, les sommes allouées à l'éducation primaire sont assez réduites. De plus, la France est championne d'Europe pour les dépenses de soutiens éducatifs privés aux enfants.** Or, ces soutiens sont onéreux et privilégient les enfants issus de familles aisées. D'autre part, le système est très fortement sélectif et élitiste, en particulier dans l'éducation supérieure. **Les grandes écoles, voie royale de formation des élites en France, opèrent une sélection très sévère et octroient des moyens aux étudiants incomparablement supérieurs à ceux des universités ou des formations techniques. Or, tout système qui tend à sélectionner précocement et à donner plus de moyens aux meilleurs tend naturellement à créer de la ségrégation sociale et à favoriser la reproduction intrafamiliale des hiérarchies sociales.** Lorsque le système est sélectif, il est nécessaire de compenser les différences culturelles et éducatives liées au milieu familial et social avant de sélectionner. Autrement, les élèves sélectionnés viennent des milieux favorisés, l'ascension et la mixité sociales sont entravées et les "élites" de demain sont les enfants des "élites" d'aujourd'hui. Il y a là un puissant facteur d'immobilité sociale (voir sur ce point : Chusseau N. & J. Hellier (2011) "Educational systems, intergenerational mobility and social segmentation", in *European Journal of Comparative Economics* 8(2), 255-286 ; Brezis E. & J. Hellier (2013) "Social mobility at the Top : Why are Elites self-Reproducing", in *ECINEQ WP*, No 2013-312). On peut d'ailleurs remarquer que l'élitisme de l'éducation supérieure est une caractéristique partagée par les Etats-Unis et l'Angleterre.

**En France, cette tendance du système éducatif à auto-reproduire les positions sociales se double d'un puissant "effet de réseaux". Les réseaux sont habituellement constitués dès les études supérieures et au sein des grandes écoles. Là encore, cela favorise l'autoreproduction et l'immobilité sociale.** Une étude récente montre d'ailleurs les effets néfastes en termes d'efficacité économique liés à la pratique du réseautage en France (Kramarz & Thesmar, "Social networks in the boardroom", in *Journal of the European Economic Association* 11(4), 2013, pp. 780-807).

**Selon cette étude britannique, d'autres facteurs, extérieurs aux politiques publiques, ont eu une influence néfaste sur la mobilité sociale, comme le divorce ou le rôle des parents dans l'éducation, notamment sur les enfants en bas âge. Comment agir sur de tels facteurs ? Les effets du divorce sur les**

---

## enfants ont-ils été sous-estimés ?

**Joël Hellier** : J'ai déjà souligné l'impact de la transmission intra-familiale du capital culturel. Il existe bien évidemment d'autres facteurs, liés en particulier au fait que les familles défavorisées sont souvent moins exigeantes en termes de santé, d'hygiène de vie, d'environnement, etc. Ces facteurs touchent les enfants dès le plus jeune âge. **Pour la France, nous n'avons pas, à ma connaissance, d'études économiques de l'impact d'être enfant de divorcés. Il est clair que la stabilité familiale joue un rôle. Mais, lorsque les parents ne s'entendent plus, le divorce peut être un moindre mal pour la stabilité de l'enfant.** Tout dépend bien évidemment du contexte. Les familles monoparentales, qui sont le plus souvent pauvres, me paraissent être un problème plus grave dans la société actuelle. De ce point de vue, la France reste relativement mieux lotie que la Grande-Bretagne où le nombre de jeunes mères célibataires a explosé depuis deux décennies.

**Louis Maurin** : Je pense que c'est absolument marginal par rapport aux autres facteurs tels que les revenus, le diplôme, le diplôme des parents, etc. La vraie question, c'est de savoir ce qu'il se serait passé si les parents n'avaient pas divorcé. **Pour un enfant, étudier sa position sociale suivant le fait qu'il reste avec deux parents qui ne s'aiment plus ou deux parents qui se séparent est difficilement mesurable.** En tout cas, si cela reste un phénomène social majeur, ce n'est pas du tout cela qui va commander massivement le destin des enfants, contrairement au niveau d'emploi et aux formations reçues par ces jeunes.

## Face à un tel constat d'échec, est-il vraiment possible de relancer l'ascenseur social en France ? Quelles sont les pistes prioritaires permettant d'affronter efficacement cette problématique majeure ?

**Joël Hellier** : Lutter contre la reproduction sociale et pour l'égalité des chances nécessiterait deux réformes. D'une part, **il faut donner plus de moyens à l'éducation primaire en ciblant particulièrement les enfants issus de milieux modestes.** Il faut que, dès le primaire, l'école compense en partie le désavantage culturel lié aux inégalités d'héritage familial. D'autre part, **il faut sélectionner moins précocement dans le supérieur, sans isoler ceux qui sont choisis du reste de la population, comme c'est le cas dans la filière classes préparatoires-grandes écoles.** La sélection des "élites" devrait se faire, non pas juste après le baccalauréat, mais à l'issue de trois ou cinq années de supérieur (la licence ou le master) comme c'est le cas dans les pays scandinaves. **Il faut enfin lutter contre la pauvreté car les enfants issus de familles pauvres ont peu d'opportunités de monter dans l'échelle sociale.** Mais c'est un programme beaucoup plus vaste et ambitieux.

## Diriez-vous qu'un enfant qui naît aujourd'hui a plus de chances de s'élever socialement par rapport à ses parents qu'un enfant né juste après la Seconde Guerre mondiale ?

**Louis Maurin** : Bien entendu, **la croissance des années 1950-1960-1970 a fait qu'en termes de destin social, on a une formidable poussée vers le haut.** Il y a notamment toute une partie de la France agricole, née de paysans avec un niveau de vie très bas, qui s'est élevée dans les classes moyennes avec des destins sociaux qu'on ne connaît plus aujourd'hui. L'écart n'est plus le même. Nous avons aujourd'hui toujours l'image, chez les générations les plus âgées, de ce progrès énorme. C'est une période de l'histoire de France qu'on n'avait jamais connue : des transformations à tous les niveaux (économique, social, culturel...). En revanche, **il faut bien faire attention à ne pas faire d'anachronisme. Dans les années 1950, le niveau de vie des Français n'était pas du tout le même que ce qu'il est aujourd'hui. On progresse moins, mais on part quand même de niveaux de vie qui n'ont rien à voir.** La situation des jeunes est très difficile aujourd'hui, mais dans les années 1950, il n'y avait quasiment pas d'étudiants en France. Il ne faut pas l'oublier avant de tomber parfois dans un certain misérabilisme. Il faut prendre un peu de recul.

Nous ne sommes pas du tout dans un pays qui stagne, nous continuons à avancer même si la croissance est beaucoup plus faible. Nous continuons de créer des postes de cadres, des postes qualifiés. La stagnation de l'emploi masque en réalité des phénomènes de création d'un côté et de destruction de l'autre. L'enjeu est de trouver un moyen d'en détruire un peu moins pour que le solde soit positif et que les jeunes générations puissent reprendre espoir. Les trajectoires ne sont pas les mêmes, mais il ne faut pas non plus tomber dans une sinistrose vis-à-vis de la jeunesse. Nous avons un modèle social parmi les plus performants au monde. Nous avons un système scolaire qui est certes très inégalitaire mais qui, par rapport à d'autres, permet à bien plus de catégories de se former.